

# Rapport annuel de la BNB: même si l'économie et l'emploi ont progressé en 2017, les défis restent importants



Jan Smets a pointé la réduction "sensible" du déficit budgétaire, de 2,5% du PIB en 2016 à 1% l'année suivante. - © ERIC LALMAND - BELGA

Si l'économie et surtout l'emploi ont progressé en Belgique en 2017 et si la situation budgétaire s'y est améliorée, des défis importants restent à relever. Tel est en substance le message délivré par Jan Smets, le gouverneur de la Banque nationale de Belgique (BNB), à l'occasion de la présentation du rapport annuel de l'institution.

## Newsletter info

Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.

## La Belgique fait moins biens que ses voisins directs

L'an passé, la croissance du PIB belge a ainsi atteint 1,7%, en hausse par rapport à la croissance d'1,2% affichée en 2016 mais en-deçà de celle de la zone euro et de celle des trois grands pays voisins. *"Des Etats comme les Pays-Bas et l'Allemagne ont déjà terminé leur assainissement budgétaire, l'Allemagne voyant par ailleurs ses dépenses publiques augmenter à la suite des flux d'immigration. Par ailleurs, certains pays de la zone euro, dont l'Espagne, sont engagés dans un important mouvement de rattrapage. Il n'est donc pas étonnant que la croissance belge soit légèrement inférieure à celle de ces pays"*, a commenté Jan Smets.

## Création d'emplois robuste

Parallèlement à la croissance économique, la création d'emplois s'est révélée *"particulièrement robuste"* en Belgique, 66.000 nouveaux postes y ayant été créés l'an passé grâce entre autres à la réduction du coût du travail, à l'activation des demandeurs d'emplois et à une offre de main-d'œuvre soutenue par l'allongement des carrières, s'est félicité le gouverneur de la Banque nationale. Selon la BNB, l'emploi n'avait plus progressé autant depuis 2008.

Au rayon des bonnes nouvelles, Jan Smets a enfin pointé la réduction "*sensible*" du déficit budgétaire, de 2,5% du PIB en 2016 à 1% l'année suivante, une amélioration qui résulte notamment d'une nouvelle diminution des charges d'intérêts, de l'embellie conjoncturelle et de la maîtrise des dépenses primaires. Quant à la dette publique, elle s'est "*significativement repliée pour la première fois depuis des années*", à 102,8% du PIB. "*Il s'agit toutefois de ne pas se reposer sur ses lauriers. La bonne conjoncture économique doit être exploitée pour constituer des réserves pour l'avenir*", a conclu Jan Smets.